



Décision n° 2018-228

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
ainsi que des survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16;

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 18 juin 2018 par la société Adventure Camera représentée par son directeur de société Mr. Keith Partridge,

Considérant que le film est réalisé à la demande de la Fédération EUROPARC ou "Fédération des parcs naturels et nationaux d'Europe", et que celle-ci est une organisation non gouvernementale indépendante ayant pour but de faciliter la coopération entre les différentes aires naturelles protégées à travers l'Europe afin d'en améliorer la protection et le développement durable,

Considérant que les quatre principaux objectifs de la Fédération EUROPARC sont de promouvoir les bonnes pratiques dans la gestion des aires protégées, faciliter l'établissement de nouvelles aires protégées à travers l'Europe, faire valoir les aires protégées en tant que moyen essentiel pour la sauvegarde des patrimoines naturels et enfin influencer le développement des politiques et programmes publics au bénéfice des objectifs des aires protégées,

Considérant que la Fédération EUROPARC est à l'initiative de la Charte Européenne du Tourisme Durable (CETD) dans les Espaces Naturel Protégés, outil de gestion pratique visant à assurer que le tourisme contribue au développement économique, social et environnemental équilibré des espaces protégés en Europe,

Considérant que le Parc national du Mercantour a été deux fois signataire de la CETD, pour les périodes 2005 - 2010 et 2011 - 2015,

Considérant que le GECT Parc Européen / Parco Européen Alpi-Marittimo Mercantour est signataire, au niveau transfrontalier, de la CETD pour la période 2017 - 2021,

Considérant que la Fédération EUROPARC a sollicité le GECT Parc Européen / Parco Europeo Alpi-Marittimo Mercantour pour être le territoire support de la réalisation d'un spot didactique de 3 à 5 minutes présentant l'application concrète des différents principes de la CETD,

Considérant à ce titre que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir 1° *"Réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques en lien avec le territoire du Parc"* et 2° *"Participation aux missions de l'établissement public du Parc"*.

Considérant que la demande comporte des prises d'images par drone – aéronef télépilote sans personne à bord – et que les dates d'utilisation potentielle de celui-ci dans le cadre du tournage apparaissent globalement compatibles avec la modalité 29 de la charte à savoir « *le directeur peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles de survol (...) 3° pendant la période comprise entre le 1^{er} juin et le 15 octobre pour les autres demandes* »,

Considérant que les besoins de prises de vues en drone et à partir d'une caméra en zone cœur se limiteront uniquement à la zone du lac des Grenouilles, sur le territoire de Castérino - commune de Tende,

Considérant que le tournage, durant toute sa durée, sera réalisé en présence d'un agent du Parc national du Mercantour,

Décide :

Article 1:

La société ADVENTURE CAMERA, représentée par Monsieur Keith PARTRIDGE, directeur de société et réalisateur ainsi que Monsieur PATTON Robbie ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à constituer un spot didactique de présentation des principes de la Charte Européenne du Tourisme Durable dans les espaces naturels protégés, d'une durée de 3 à 5 minutes,

Article 2:

Cette autorisation est accordée le **10 juillet ou le 11 juillet 2018**, sur la zone du lac des Grenouilles sur le territoire de Castérino - commune de Tende.

Contacts :

- Service « Sensibilisation et Valorisation du Territoire »

Julie MOLINIER, chef de service : julie.molinier@mercantour-parcnational.fr / 04.93.16.50.82 / 06.84.70.74.82

- GECT Parc Européen / Parco Européen Alpi-Marittimo Mercantour

Sophie POUDOU coordinatrice : sophie.poudou@mercantour-parcnational.fr / 06 22 91 46

- Service territorial Roya-Bevera Aurélien COLLENOT, chef de service :
aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr / 06 28 56 44 28 33 / 04 93 04 32 28

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit. A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites, ainsi que l'approche de nids ;

3.2. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées dans le cœur du parc. Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

Le survol de l'aéronef télé-piloté sans personne à bord est autorisé aux conditions suivantes :

4.1. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au respect d'un plan de vol préalablement validé par le service coordinateur du Parc national du Mercantour (cf. contact : article 2).

4.2. Le plan de vol validé pourra, le cas échéant, faire l'objet de prescriptions complémentaires à la présente décision. Tout survol effectué en-dehors du plan de vol validé est interdit.

4.3. Survol du drone exclusivement en « vol en vue ».

4.4. Pas plus d'un appareil en vol simultanément.

4.5. Interdiction de survol de rassemblement de personnes ou d'animaux à une altitude inférieure à 150 m du sol.

4.6. Prises de vues autorisées aux heures de la journée présentant une fréquentation touristique minimale.

Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 6 :

6.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans le générique de l'œuvre audio-visuelle, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute-définition du spot didactique ainsi qu'un lien Internet lui permettant de visionner celui-ci sans limite de durée de validité.

6.3. La copie de ce document sera libre de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « ©Adventure Camera – Partridge K. ».

6.4. La diffusion du spot didactique sur les réseaux sociaux virtuels du Parc national du Mercantour sont régis dans le cadre d'un contrat établi entre les bénéficiaires et l'Établissement public du parc.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision avis sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 22 juin 2018

 Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER